



**PRÉFECTURE
DE POLICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction des usagers et
des polices administratives**

Affaire suivie par : Corinne LUCE

Sous-direction de la sécurité du public
Bureau des établissements recevant du public
1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01.49.96.36.18
Mél : pp-dupa-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr
Nos réf : 09.000.2552
N° : **1220**

PJ : 1

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES
A l'attention de Mme Marie Andrée Blanc
28, place Saint Georges
75009 PARIS

07 FEV. 2024 002008

Paris, le **05 FEV. 2024**

Madame,

Par courrier reçu le 14 décembre 2023, j'ai été rendu destinataire d'un dossier d'aménagement concernant des salles de réunion à l'enseigne « **UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES** », implantées au rez-de-chaussée d'un bâtiment à usage de bureaux sis 26, place Saint Georges / 5 rue Laferrière à Paris 9^{ème}, établissement recevant du public (ERP) classable en 5^{ème} catégorie de type L susceptible d'accueillir un effectif de 96 personnes, dont 54 au titre du public.

Après étude par le service de prévention incendie de la préfecture de police des documents transmis, **les dispositions envisagées sont autorisées**, en application des articles R. 122-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH), à condition d'observer les mesures de sécurité et d'accessibilité se trouvant en annexe.

Vous voudrez bien vous assurer que vous avez effectué toutes les démarches nécessaires à la réalisation de votre projet, notamment en ce qui concerne le dépôt d'un permis de construire, le cas échéant.

Par ailleurs, l'établissement étant classé en 5^{ème} catégorie, conformément aux dispositions des articles L.161-1 et suivants et R.165-1 et suivants du C.C.H, vous devrez, à l'issue des travaux, me faire parvenir une déclaration sur l'honneur de conformité à la réglementation accessibilité, prenant en compte tous les types de handicap.

Je précise qu'il est désormais possible pour les exploitants d'ERP de 5^{ème} catégorie de télédéclarer la conformité d'accessibilité de leur établissement directement sur « démarches-simplifiées.fr ».

Dans cette perspective, je vous invite à réaliser cette démarche à l'aide du lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-accessibilite-erp-cat-5>

L'envoi par courrier reste, toutefois, possible lorsque la déclaration en ligne présente des difficultés. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site :

<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/demarches/accessibilite-1>, ainsi que le site dédié à l'accessibilité : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques/accessibilite

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet de Police,
par délégation

L'adjoint au chef de pôle

Stéphane BERTRAND

DUPA/SDSP/BERP
Erpparis : 09.000.2552
Catégorie : 5^{ème}
Type : L

Salles de réunion
« UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES »
26, place Saint Georges
75009 Paris

N° : 1220

Annexe à la lettre du :

05 FEV. 2024

MESURES A REALISER

MESURES RELATIVES A LA SECURITE :

1. Réaliser les travaux d'aménagement de salles de réunion à l'enseigne « **UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES** » situées 26, place Saint Georges à Paris 9^{ème}, établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie de type L susceptible d'accueillir un effectif de 96 personnes dont 54 au titre du public, conformément :
 - Au dossier reçu au BERP le 14/12/2023 ;
 - A l'article R.143-14 du CCH ;
 - Au règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 22 juin 1990 relatif aux établissements de 5^{ème} catégorie.
2. Respecter les dispositions de l'article GN 13 interdisant d'effectuer ou de faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation.
3. Maintenir libres et dégagé les dégagements prévus pour l'évacuation des personnes reçues dans l'établissement pendant les heures d'exploitation.
4. Faire ouvrir les portes donnant sur l'extérieur dans le sens de l'évacuation, conformément aux dispositions de l'article PE 11 § 2.
5. Réaliser les installations de chauffage conformément aux dispositions de l'article PE 20.

MESURES RELATIVES A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP :

6. Se conformer aux dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 et R. 164-4 du CCH et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

AUTRES REGLEMENTATIONS A OBSERVER :

7. Se conformer aux dispositions du Code du travail.